



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 31 mai 2001
Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Comptes économiques et financiers nationaux**, premier trimestre de 2001

Le produit intérieur brut réel a augmenté de 0,6 % au premier trimestre, en légère hausse par rapport à l'augmentation de 0,4 % enregistrée au quatrième trimestre de 2000. Les résultats du quatrième trimestre ont affiché un ralentissement marqué par rapport à la croissance trimestrielle moyenne de l'ordre de 1,2 % enregistrée depuis le milieu de 1998.

2
- **Balance des paiements internationaux du Canada**, premier trimestre de 2001

L'excédent du Canada au chapitre des opérations du compte courant a fait un bond de 4,2 milliards de dollars qui l'a porté à 12,7 milliards de dollars en chiffres désaisonnalisés, prolongeant ainsi une série d'excédents records qui remonte au premier trimestre de 2000.

9
- **Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs**, mars 2001

Le produit intérieur brut a enregistré une légère hausse de 0,1 % en mars qui a effacé la baisse du même ordre observée en février.

15

NOUVEAUX PRODUITS 19

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: Juin 2001 21



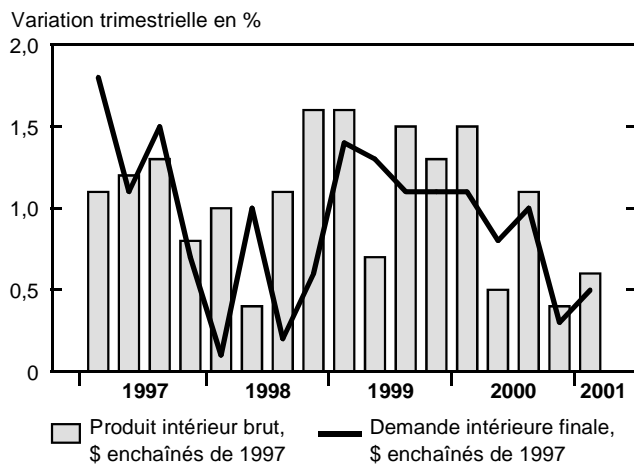
COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Comptes économiques et financiers nationaux

Premier trimestre de 2001

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,6 % au premier trimestre, en légère hausse par rapport à l'augmentation de 0,4 % observée au quatrième trimestre de 2000. Les résultats du quatrième trimestre ont affiché un ralentissement marqué par rapport à la croissance trimestrielle moyenne de l'ordre de 1,2 % enregistrée depuis le milieu de 1998.

Le PIB a maintenu une croissance modérée



Les dépenses de consommation ont crû de 0,9 %, après une croissance de 0,3 % enregistrée au quatrième trimestre de 2000. Cette croissance a été alimentée par les achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion, qui ont progressé de 2,1 %. Les achats de meubles et d'électroménagers par les ménages ont aussi affiché des hausses importantes.

Note aux lecteurs

Nouvelle mesure du PIB

Dans le cadre du processus habituel de révision, le Système des comptes nationaux apporte plusieurs améliorations importantes. À partir du 31 mai 2001, les Comptes trimestriels des revenus et dépenses refléteront les quatre changements suivants:

La formule en chaîne Fisher

Une nouvelle formule (en chaîne Fisher) a été utilisée pour calculer le produit intérieur brut (PIB) réel. Ce changement a été apporté aux données à partir du premier trimestre de 1981 jusqu'au premier trimestre de 2001. Les estimations de 1961 à 1980 seront ajustées pour refléter ce changement au cours de la prochaine année.

Dépenses de logiciels

Les dépenses des entreprises et des gouvernements au chapitre des logiciels, qui étaient traitées comme des dépenses courantes, sont maintenant traitées comme des dépenses en capital. Cela a eu pour effet de hausser le niveau du PIB pour la période débutant en 1981. Ce changement a été apporté aux données à partir de 1981 jusqu'à maintenant.

Produit intérieur brut aux prix de base

Le concept du PIB au coût des facteurs a été remplacé par un nouveau concept, soit celui du PIB aux prix de base. Ce concept inclut les taxes indirectes sur les facteurs de production. Ce changement a été apporté aux données à partir de 1961 et n'a pas eu d'impact sur le PIB aux prix du marché.

Estimations du revenu du travail basées sur le SCIAN

Les estimations du revenu du travail sont maintenant basées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Ce changement n'a pas eu d'effet sur le PIB total. Les séries chronologiques basées sur le SCIAN ont été publiées pour la période allant de janvier 1997 à mars 2001.

Produit intérieur brut réel en \$ enchaînés de 1997¹

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2000	1,5	6,1	5,0
Deuxième trimestre de 2000	0,5	1,9	4,8
Troisième trimestre de 2000	1,1	4,5	4,4
Quatrième trimestre de 2000	0,4	1,6	3,5
Premier trimestre de 2001	0,6	2,5	2,6

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La construction résidentielle neuve a enregistré une solide augmentation de 3,8 %, et les coûts de transfert de propriété liés à la vente de logements existants ont aussi progressé.

L'investissement des entreprises en usines et matériel a enregistré un recul de 1,9 %; il s'agit d'une troisième baisse consécutive. L'investissement dans la construction non résidentielle est demeuré stable, tandis que des diminutions de l'investissement en machines et matériel ont été observées dans un certain nombre de catégories.

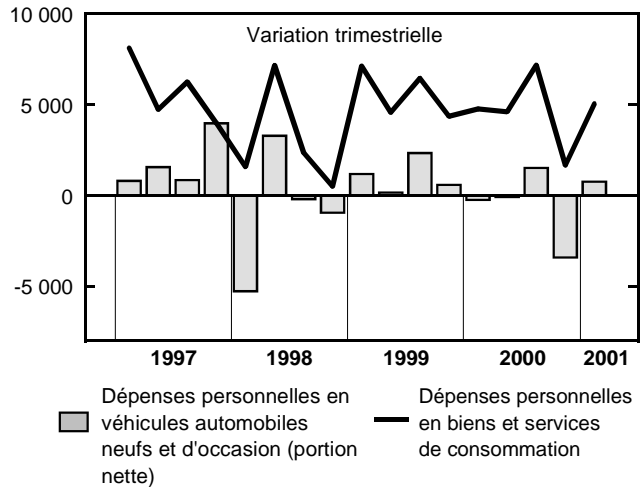
Les exportations de biens et de services ont diminué de 1,4 %, les produits de l'automobile ainsi que les machines et le matériel ayant accusé des baisses marquées. Une forte hausse des exportations de produits énergétiques (+5,9 %) a compensé en partie ces baisses.

Les dépenses de consommation prennent de la vigueur

Les dépenses de consommation se sont accrues de 0,9 %, après une croissance de 0,3 % observée au quatrième trimestre de 2000. Cette croissance a été alimentée par les achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion, qui ont progressé de 2,1 %, après un recul de 8,8 % au quatrième trimestre. Les fabricants ont continué d'avoir recours à des mesures incitatives pour stimuler les ventes.

Les achats de véhicules automobiles ont stimulé les dépenses de consommation

Millions de \$ enchaînés de 1997



Les achats de meubles, tapis et autres revêtements de sol ont fait un bond de 5,0 %. Il s'agit de la hausse la plus importante depuis le deuxième trimestre de 1991. Les ventes d'électroménagers, quant à elles, ont progressé de 2,9 %. La vigueur continue de l'investissement dans la construction résidentielle a stimulé la vente de ces biens.

Progression du marché de l'habitation

La construction résidentielle neuve a enregistré une hausse de 3,8 %, soit la plus importante augmentation depuis le quatrième trimestre de 1999. Les coûts de transfert de propriété se sont accrus de 1,0 %.

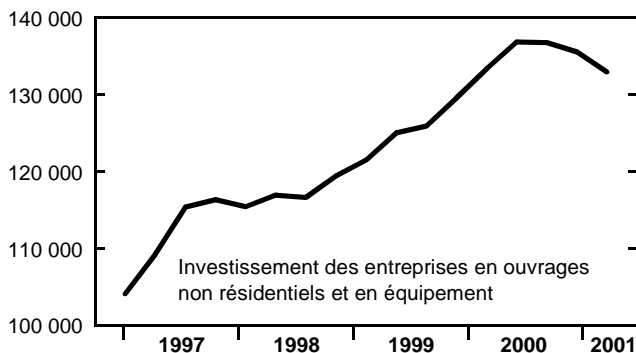
Au premier trimestre, la valeur des permis pour la construction résidentielle a affiché le meilleur résultat depuis le premier trimestre de 1996, ayant fait un bond de 10,8 %. Les hausses se sont concentrées en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique.

L'investissement des entreprises en usines et matériel s'affaïsse

L'investissement des entreprises en usines et matériel a baissé de 1,9 %. Il s'agit de la troisième baisse trimestrielle consécutive. C'est en 1990 qu'on avait enregistré pour la dernière fois trois diminutions consécutives de l'investissement en usines et matériel.

Troisième baisse trimestrielle consécutive de l'investissement en usines et matériel

Millions de \$ enchaînés de 1997



La construction non résidentielle est demeurée stable, les diminutions dans la construction de bâtiments ayant été compensées par une hausse de 0,5 % dans la construction d'ouvrages de génie, attribuable au secteur du pétrole et du gaz.

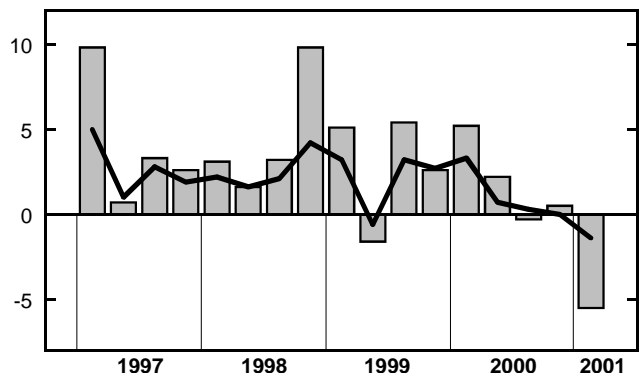
Les entreprises ont consacré 3,2 % de moins aux achats de machines et matériel au premier trimestre, après une baisse de 1,8 % observée au quatrième trimestre de 2000. Les baisses dans l'investissement en machines et matériel ont été généralisées, des baisses marquées ayant touché les machines industrielles, les automobiles, les autres équipements de transport et les équipements de télécommunications.

Baisse des exportations

Les exportations ont diminué de 1,4 %, des baisses marquées ayant touché les produits de l'automobile ainsi que les machines et matériel. Les exportations de produits de l'automobile ont chuté de 8,2 %, parallèlement à des baisses de production. Le recul de 3,4 % des exportations en machines et matériel a été le plus important à se produire depuis près d'une décennie. Une hausse de 5,9 % des exportations de produits énergétiques a compensé en partie ces baisses. L'augmentation des prix de l'énergie a accentué la hausse en valeur nominale (+18,6 %). Il s'agit de la cinquième hausse consécutive à deux chiffres de la valeur des exportations de produits énergétiques. Les prix à l'exportation du pétrole brut ont plus que doublé depuis le premier trimestre de 1999, tandis que ceux du gaz naturel ont plus que triplé.

Les exportations ont tiré de l'arrière à cause des machines et du matériel ainsi que des produits de l'automobile

Variation trimestrielle en %



■ Exportations de machines et matériel et de produits automobiles, \$ enchaînés de 1997
 — Exportations de biens et services, \$ enchaînés de 1997

Stocks de véhicules automobiles en baisse

Les stocks non agricoles ont connu une faible augmentation au premier trimestre, malgré une baisse marquée, concentrée dans le secteur de l'automobile. Les fabricants de véhicules automobiles ont réduit leur production en vue de liquider leurs stocks, et les grossistes ont aussi réduit le niveau de leurs stocks de façon significative. Chez les détaillants, les stocks de véhicules automobiles ont reculé de 3,9 milliards de dollars, après une liquidation appréciable au trimestre précédent.

Les prix de l'énergie ont des répercussions sur le revenu des entreprises

Les bénéfices des entreprises se sont accrus de 3,8 % en valeur nominale, les prix élevés des produits énergétiques ayant fait bondir les bénéfices des entreprises de ce secteur. Les bénéfices des entreprises oeuvrant dans l'industrie manufacturière ont par ailleurs fléchi. Dans l'ouest du Canada, des subventions de l'ordre de 4 milliards de dollars sur une base annualisée, versées aux entreprises dans le cadre de programmes de remises liées à l'énergie, ont fait monter leurs bénéfices.

Grâce à des remises provinciales de 1,8 milliard de dollars sur une base annualisée, les ménages ont connu un répit à l'égard des prix plus élevés de l'énergie. De plus, le gouvernement fédéral a effectué un transfert de 5,8 milliards de dollars (donnée annualisée) aux ménages.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 3780001, 3780002, 3800001 à 3800015, 3800031, 3800033 à 3800035 et 3820006 et matrices 701 à 726, 728 à 735, 737 à 744, 748 à 750, 796, 797, 6520, 6521, 6524 à 6534, 6536, 6538, 6540, 6542, 6547, 6548, 6550 à 6560, 6562, 6564, 6566, 6568, 6570 à 6585, 10500 à 10510, 10512 à 10515 et 10541 à 10570.

Le numéro du premier trimestre de 2001 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses: estimations trimestrielles* (13-001-XIB, 33 \$ / 108 \$; 13-001-XPB, 44 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Des tableaux détaillés de données trimestrielles non désaisonnalisées et désaisonnalisées sur les comptes nationaux des revenus et dépenses (13-001-PPB, 50 \$ / 180 \$), les comptes des flux financiers (13-014-PPB, 50 \$ / 180 \$), les estimations du revenu du travail (13F0016XPB, 20 \$ / 65 \$) ainsi que des tableaux analytiques et des graphiques supplémentaires sont maintenant disponibles.

On peut aussi se procurer l'ensemble complet des comptes des revenus et dépenses, les comptes des flux financiers trimestriels et les estimations mensuelles du revenu du travail sur disquette dès 8 h 30 le jour de la diffusion. Les disquettes (13-001-DDB, 125 \$ / 500 \$, 13-014-DDB, 300 \$ / 1 200 \$ et 13F0016DDB, 250 \$ / 500 \$) sont aussi en vente à prix réduit (13-001-XDB, 25 \$ / 100 \$, 13-014-XDB, 60 \$ / 240 \$ et 13F0016XDB, 25 \$ / 100 \$) sept jours ouvrables après la parution officielle. Pour acheter ces produits, communiquez avec l'agent des Services à la clientèle au (613) 951-3810 (iead-info-dcrrd@statcan.ca), Division des revenus et dépenses.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

Produit intérieur brut en termes de revenus

	1997	1998	1999	2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Premier trimestre de 2001	Quatrième trimestre de 2000 au premier trimestre de 2001
données désaisonnalisées au taux annuel								
	millions de \$							var. en % au taux trimestriel
Rémunération des salariés ¹	453 073	474 591	502 400	536 578	539 780	545 764	553 244	1,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	87 932	85 851	104 689	127 513	129 484	131 840	136 884	3,8
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	6 653	7 052	8 490	11 702	12 388	12 696	13 296	4,7
Intérêts et revenus divers de placements	48 881	47 625	47 383	53 553	55 728	55 504	56 832	2,4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au chapitre de la production agricole	1 663	1 926	1 783	1 979	1 884	1 592	2 244	41,0
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	54 663	57 643	60 629	63 237	63 396	63 576	65 452	3,0
Ajustement de la valeur des stocks ²	-623	-691	-2 862	-2 615	1 212	-5 316	-2 592	2 724
Impôts moins subventions, sur les facteurs de production	51 203	51 827	53 102	54 949	55 248	55 364	56 712	2,4
Produit intérieur net aux prix de base	703 445	725 824	775 614	846 896	859 120	861 020	882 072	2,4
Impôts moins subventions, sur les produits	64 931	67 881	72 082	75 334	75 740	76 896	72 436	-5,8
Provisions pour consommation de capital	116 574	122 303	127 723	134 315	134 928	136 608	138 888	1,7
Divergence statistique ²	72	-143	-156	-535	-1 832	652	1 704	1 052
Produit intérieur brut aux prix du marché	885 022	915 865	975 263	1 056 010	1 067 956	1 075 176	1 095 100	1,9

¹ Y compris le solde et les indemnités militaires.

² Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.

Produit intérieur brut en termes de dépenses

	1997	1998	1999	2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Premier trimestre de 2001	Quatrième trimestre de 2000 au premier trimestre de 2001
données désaisonnalisées au taux annuel								
millions de \$ aux prix courants								
								var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services								
de consommation	512 856	534 391	561 566	593 275	599 500	604 928	611 496	1,1
Biens durables	67 988	71 510	77 073	81 239	83 068	80 680	82 320	2,0
Biens semi-durables	44 939	47 203	49 493	52 116	52 756	53 244	54 040	1,5
Biens non durables	123 143	126 223	132 119	141 112	142 588	145 484	145 584	0,1
Services	276 786	289 455	302 881	318 808	321 088	325 520	329 552	1,2
Dépenses courantes des administrations								
publiques en biens et services	171 883	176 842	183 287	192 771	194 044	194 540	197 416	1,5
Formation brute de capital fixe des								
administrations publiques	20 104	20 014	22 463	24 740	24 988	25 256	25 068	-0,7
Stocks des administrations publiques ¹	5	-27	-3	24	48	72	-	-72
Formation brute de capital fixe des entreprises	154 737	161 602	171 368	184 294	185 532	186 140	185 324	-0,4
Bâtiments résidentiels	43 519	42 513	45 861	48 170	48 012	48 884	50 280	2,9
Ouvrages non résidentiels	43 872	45 208	46 822	50 569	50 704	51 468	51 832	0,7
Machines et matériel	67 346	73 881	78 685	85 555	86 816	85 788	83 212	-3,0
Investissement des entreprises en stocks ¹	8 175	5 813	3 909	7 144	8 468	2 156	-848	-3 004
Non agricoles ¹	9 174	6 284	3 853	7 407	8 752	2 032	-1 252	-3 284
Agricultures ¹	-999	-471	56	-263	-284	124	404	280
Exportations de biens et services	348 604	377 349	418 542	479 450	484 124	495 168	499 664	0,9
Biens	303 379	326 180	365 234	422 562	427 568	437 336	440 888	0,8
Services	45 225	51 169	53 308	56 888	56 556	57 832	58 776	1,6
Moins: Importations de biens et services	331 271	360 261	386 025	426 223	430 584	432 428	421 320	-2,6
Biens	277 727	303 377	326 845	363 278	367 388	369 008	357 444	-3,1
Services	53 544	56 884	59 180	62 945	63 196	63 420	63 876	0,7
Divergence statistique ¹	-71	142	156	535	1 836	-656	-1 700	-1 044
Produit intérieur brut aux prix du marché	885 022	915 865	975 263	1 056 010	1 067 956	1 075 176	1 095 100	1,9
Demande intérieure finale	859 580	892 849	938 684	995 080	1 004 064	1 010 864	1 019 304	0,8
millions de \$ enchaînés de 1997								
Dépenses personnelles en biens et services								
de consommation	512 856	528 320	546 451	566 229	570 542	572 190	577 239	0,9
Biens durables	67 988	71 585	76 956	81 882	83 937	81 657	83 929	2,8
Biens semi-durables	44 939	46 795	48 212	50 476	51 100	51 220	51 889	1,3
Biens non durables	123 143	125 647	128 133	130 347	130 478	131 607	131 876	0,2
Services	276 786	284 284	293 192	303 674	305 292	307 784	309 776	0,6
Dépenses courantes des administrations								
publiques en biens et services	171 883	174 947	179 555	183 562	183 743	185 352	187 547	1,2
Formation brute de capital fixe des								
administrations publiques	20 104	19 917	22 371	24 064	24 178	24 308	24 084	-0,9
Stocks des administrations publiques ¹	5	-25	-3	23	44	72	-	-72
Formation brute de capital fixe des entreprises	154 737	159 072	169 712	180 913	182 150	181 391	179 564	-1,0
Bâtiments résidentiels	43 519	41 982	44 222	45 399	45 513	45 946	46 661	1,6
Ouvrages non résidentiels	43 872	44 063	44 873	47 274	47 252	47 566	47 623	0,1
Machines et matériel	67 346	73 037	80 703	88 550	89 756	88 135	85 355	-3,2
Investissement des entreprises en stocks ¹	8 175	5 409	4 630	9 157	10 369	4 501	1 862	-2 639
Non agricoles ¹	9 174	5 165	3 623	8 721	10 186	3 702	675	-3 027
Agricultures ¹	-999	-72	616	-16	-275	314	702	388
Exportations de biens et services	348 604	379 514	417 093	448 812	450 293	450 224	443 701	-1,4
Biens	303 379	329 153	365 944	396 314	398 189	397 428	390 526	-1,7
Services	45 225	50 357	51 294	52 745	52 358	53 051	53 447	0,7
Moins: Importations de biens et services	331 271	347 417	372 935	403 126	407 153	397 584	386 201	-2,9
Biens	277 727	294 642	319 483	348 025	351 957	343 644	332 770	-3,2
Services	53 544	52 843	53 706	55 571	55 707	54 435	53 822	-1,1
Divergence statistique ¹	-71	146	159	510	1 745	-622	-1 592	-970
Produit intérieur brut aux prix du marché	885 022	919 770	966 362	1 009 182	1 014 860	1 018 996	1 025 401	0,6
Demande intérieure finale	859 580	882 250	918 038	954 600	960 432	963 097	968 364	0,5

¹ Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.

- Néant ou zéro.

Produit intérieur brut, indices de prix

	1998	1999	2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Premier trimestre de 2001	Quatrième trimestre de 2000 au premier trimestre de 2001
	calculés à partir de données désaisonnalisées						
	indices implicites de prix en chaîne (1997=100)						var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	101,1	102,8	104,8	105,1	105,7	105,9	0,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	101,1	102,1	105,0	105,6	105,0	105,3	0,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	100,5	100,4	102,8	103,4	103,9	104,1	0,2
Formation brute de capital fixe des entreprises	101,6	101,0	101,9	101,9	102,6	103,2	0,6
Exportations de biens et services	99,4	100,3	106,8	107,5	110,0	112,6	2,4
Importations de biens et services	103,7	103,5	105,8	105,8	108,8	109,1	0,3
Produit intérieur brut	99,6	100,9	104,6	105,2	105,5	106,8	1,2
Demande intérieure finale	101,2	102,3	104,2	104,5	105,0	105,3	0,3

Tableau sommaire du marché financier

	1997	1998	1999	2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Premier trimestre de 2001	Quatrième trimestre de 2000 au premier trimestre de 2001
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de \$							var. réelle
Particuliers et entreprises individuelles	32 057	37 454	36 700	34 628	35 360	32 944	34 696	1 752
Financement								
Crédit à la consommation	9 067	9 949	10 418	10 457	10 840	10 184	9 388	-796
Emprunts bancaires	775	3 541	2 152	1 392	916	976	2 224	1 248
Autres emprunts	5 416	6 909	6 184	3 902	3 748	2 768	4 276	1 508
Hypothèques	16 799	17 055	17 946	18 877	19 856	19 016	18 808	-208
Sociétés privées non financières	51 468	69 858	51 550	79 942	68 396	85 492	41 556	-43 936
Financement								
Emprunts bancaires	5 882	8 522	4 232	6 011	3 976	-2 348	-40	2 308
Autres emprunts	4 090	5 560	5 597	5 820	10 300	6 456	2 416	-4 040
Autres effets à court terme	5 086	6 066	6 738	7 359	6 920	7 644	-12 564	-20 208
Hypothèques	1 748	3 642	3 902	3 567	1 492	3 292	1 452	-1 840
Obligations	13 433	13 816	10 456	2 926	-236	3 308	12 888	9 580
Actions	21 229	32 252	20 625	54 259	45 944	67 140	37 404	-29 736
Entreprises publiques non financières	-1 872	-1 079	-5 015	-1 965	-1 992	-5 096	-2 104	2 992
Financement								
Emprunts bancaires	-654	106	-155	128	-212	-84	408	492
Autres emprunts	-246	-102	371	767	100	-368	-4	364
Autres effets à court terme	2 212	-304	-2 074	130	276	344	-1 460	-1 804
Hypothèques	5	-5	-12	-	-	-4	4	8
Obligations	-3 188	-784	-3 143	-2 987	-2 140	-4 928	-1 064	3 864
Actions	-1	10	-2	-3	-16	-56	12	68
Administration fédérale	-7 263	-9 903	3 493	-18 779	-22 988	-19 512	3 292	22 804
Financement								
Emprunts bancaires	120	120	106	106	120	120	192	72
Autres emprunts	-	-	-	-	-	-	-4	-4
Effets à court terme - Canada	-25 040	-19 370	357	-13 501	-23 540	-9 500	4 044	13 544
Obligations d'épargne du Canada	-3 103	-2 957	-783	-1 909	-1 772	-4 552	2 256	6 808
Obligations négociables	20 760	12 304	3 813	-3 475	2 204	-5 580	-3 196	2 384
Autres paliers d'administration publique	5 871	8 241	12 670	1 279	-2 576	916	-2 640	-3 556
Financement								
Emprunts bancaires	146	155	56	1 000	1 984	168	-2 328	-2 496
Autres emprunts	635	394	162	-55	-48	44	140	96
Autres effets à court terme	-2 182	-1 368	4 390	-968	-2 688	2 608	3 100	492
Hypothèques	308	263	40	11	76	-60	-56	4
Obligations provinciales	7 256	11 408	8 133	1 408	-2 812	180	-2 292	-2 472
Obligations municipales	-338	-2 915	-126	-145	856	-1 976	-1 200	776
Autres obligations	46	304	15	28	56	-48	-4	44
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	80 261	104 571	99 398	95 105	76 200	94 744	74 800	-19 944
Crédit à la consommation	9 067	9 949	10 418	10 457	10 840	10 184	9 388	-796
Emprunts bancaires	6 269	12 444	6 391	8 637	6 784	-1 168	456	1 624
Autres emprunts	9 895	12 761	12 314	10 434	14 100	8 900	6 824	-2 076
Effets à court terme - Canada	-25 040	-19 370	357	-13 501	-23 540	-9 500	4 044	13 544
Autres effets à court terme	5 116	4 394	9 054	6 521	4 508	10 596	-10 924	-21 520
Hypothèques	18 860	20 955	21 876	22 455	21 424	22 244	20 208	-2 036
Obligations	34 866	31 176	18 365	-4 154	-3 844	-13 596	7 388	20 984
Actions	21 228	32 262	20 623	54 256	45 928	67 084	37 416	-29 668

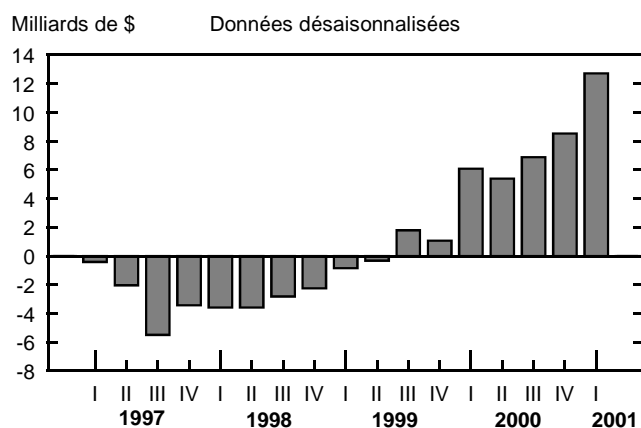
- Néant ou zéro.

Balance des paiements internationaux du Canada

Premier trimestre de 2001

L'excédent du Canada au chapitre des opérations du compte courant a fait un bond de 4,2 milliards de dollars qui l'a porté à 12,7 milliards de dollars en chiffres désaisonnalisés, prolongeant ainsi une série d'excédents records qui remonte au premier trimestre de 2000. Le commerce des biens a encore une fois dominé, sous l'impulsion d'une montée soudaine des ventes de gaz naturel aux États-Unis.

Solde du compte courant



Au compte capital et financier (non désaisonnalisé), l'actif et le passif du Canada ont tous deux progressé, mais à un rythme plus modéré qu'au quatrième trimestre de 2000. Il y a eu un niveau record d'investissements canadiens dans les actions de portefeuille étrangères en circulation, à la faveur d'un relèvement de la limite de contenu étranger pour les régimes de pensions canadiens.

Les investissements étrangers ont pris la forme de placements de portefeuille et d'autres investissements, les investissements directs étrangers étant tombés à leur plus bas niveau en deux ans. Il y a eu un regain d'intérêt à l'étranger pour les obligations canadiennes, dans lesquelles les placements ont atteint leur plus haut niveau en plus de quatre ans.

Compte courant

Montée de l'excédent au chapitre des biens, sous la poussée des ventes d'énergie

L'excédent au chapitre des biens a augmenté pour un cinquième trimestre consécutif, s'accroissant

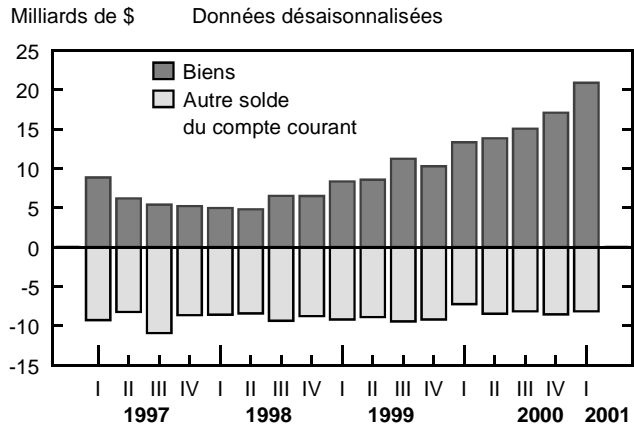
Note aux lecteurs

Faisant partie du processus habituel de révision de quatre années, une importante révision à la hausse a été faite à la sous-déclaration des biens exportés vers les pays autres que les États-Unis. Une note sur cette révision est disponible à la fin de ce texte. Cette révision a touché le solde du compte courant à partir de 1997, mais plus spécifiquement en 1999 où il est passé à un léger surplus de 1,7 milliard de dollars.

De plus, il y a eu une révision d'un peu plus de 1 milliard de dollar, sur une base désaisonnalisée, à l'ajustement de la balance des paiements pour le gaz naturel au premier trimestre de 2001. Les données pour l'ajustement de la balance des paiements pour le gaz naturel, provenant d'une source administrative, n'étaient pas disponibles à temps pour être utilisées lors de la diffusion des données de la Division du commerce international le 18 mai. Les révisions pour la sous-déclaration et l'ajustement de la balance des paiements pour le gaz naturel seront incluses dans les données sur le commerce international des marchandises lors de la diffusion en juin.

de 3,8 milliards de dollars pour atteindre 20,9 milliards de dollars. La croissance des exportations a ralenti pour tomber à 0,8 %, alors que les importations ont diminué de façon importante pour la première fois depuis le milieu de 1996.

Solde des biens et autre solde du compte courant



Le ralentissement de la croissance des exportations a été le résultat de divers facteurs à effet contraire. L'accroissement de la demande de gaz naturel a fait monter les prix, d'où une progression importante des recettes du gaz naturel, qui s'est accompagnée d'une nouvelle hausse des exportations d'électricité vers le marché américain à court d'énergie. Les exportations ont aussi progressé du côté des aéronefs et des produits agricoles autres que le blé. Parallèlement, les exportations de produits automobiles ont reculé encore

davantage après le sommet qu'elles avaient atteint il y a un an, tandis que les exportations de produits de télécommunications et de produits connexes ont subi un net recul par rapport aux sommets observés au quatrième trimestre de 2000.

La baisse de 3,1 % des importations a été imputable principalement aux reculs survenus dans les produits automobiles et des télécommunications, qui ont été le reflet des baisses des exportations de ces produits.

On a observé au cours du trimestre une augmentation de l'excédent au chapitre des transactions en énergie et une diminution du déficit au chapitre des machines et du matériel. L'excédent dans le cas des produits forestiers a continué de se rétrécir graduellement, comme pendant la dernière année.

Le commerce avec les États-Unis a encore une fois dominé le bond de l'excédent au chapitre des biens. Les déficits avec les autres partenaires commerciaux ont diminué, et, dans le cas du Japon, se sont transformés en léger excédent.

Progression modeste des autres comptes

Le léger déficit du Canada au chapitre des voyages s'est contracté sous l'effet des dépenses effectuées par un nombre plus grand de visiteurs des États-Unis. Les dépenses des voyageurs d'outre-mer au Canada ont fléchi. Les importations nettes de services commerciaux ont été légèrement plus faibles, en même temps que se raffermisssaient les recettes des honoraires et des commissions reçus de l'étranger à l'égard des transactions sur les titres.

Des baisses appréciables de bénéfiques pour les investissements directs canadiens et étrangers se sont compensées pendant le premier trimestre, si bien que le déficit au chapitre du revenu de placements n'a pour ainsi dire pas varié.

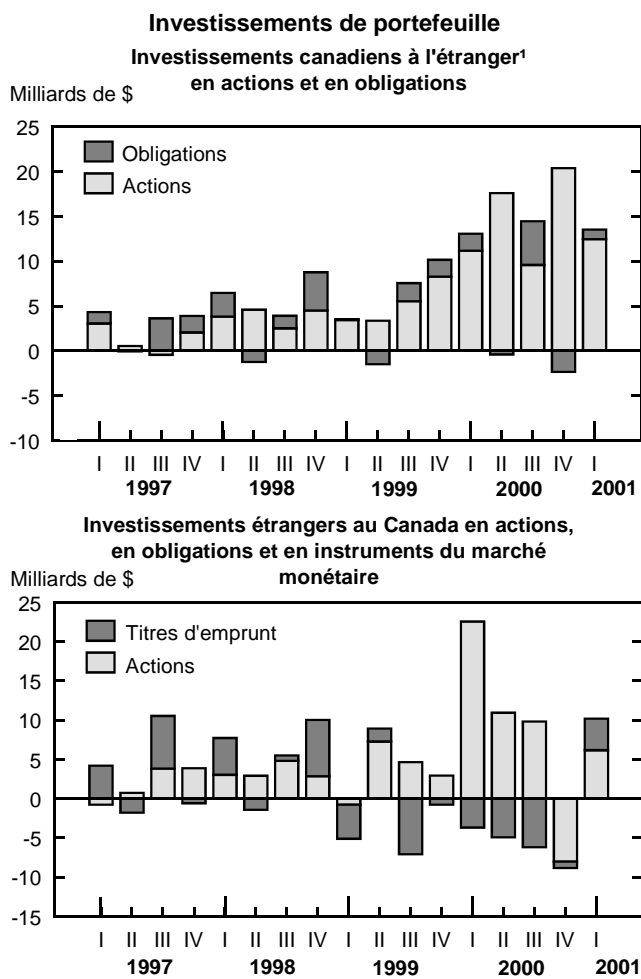
Compte capital et financier

Les actions étrangères toujours en demande

À la suite de l'augmentation de 5 % de la limite de contenu étranger pour leurs fonds de pensions, les Canadiens ont accru leur demande d'actions étrangères pour leurs portefeuilles au cours du trimestre. La hausse de 12,4 milliards de dollars des avoirs en actions étrangères est venue entièrement des achats sur le marché secondaire, ce qui constitue un niveau record de tous les temps. Les placements au cours du trimestre étaient en baisse, par contre, par rapport au quatrième trimestre de 2000, où les sociétés étrangères ont émis des montants considérables

d'actions de trésorerie pour des acquisitions de sociétés canadiennes. L'accumulation d'actions étrangères au premier trimestre s'est partagée à peu près également entre les actions de sociétés américaines et de sociétés d'outre-mer, suivant en cela la tendance de 2000.

Les Canadiens ont acquis pour environ 1 milliard de dollars d'obligations étrangères, surtout du Trésor des États-Unis. Alors que les flux trimestriels ont été irréguliers, les Canadiens ont augmenté leurs avoirs en obligations étrangères au cours de chacune des six dernières années.



¹ Signes renversés de la balance des paiements.

Les investissements directs canadiens à l'étranger demeurent vigoureux

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont été vigoureux au cours du premier trimestre,

s'élevant à 9,1 milliards de dollars, mais ils étaient inférieurs à la moyenne trimestrielle de 12 milliards de dollars observée au cours des trois dernières années. Les investissements au premier trimestre ont été partagés uniformément entre les acquisitions et les autres flux. Le secteur des produits électriques et électroniques a été le bénéficiaire du gros de ces investissements, qui sont allés principalement dans les pays d'Europe et aux États-Unis.

mais a généralement progressé par rapport à la plupart des autres grandes devises étrangères. Le dollar a clôturé à 63,44 cents américains, surpassant l'ancien niveau record à la baisse d'août 1998.

Les investissements directs étrangers au Canada sont à leur plus bas niveau en plus de deux ans

Les acquisitions de sociétés canadiennes par des étrangers ont connu un temps d'arrêt au premier trimestre, après leur niveau record du quatrième trimestre de 2000. Il en est découlé de modestes investissements étrangers de 5,2 milliards de dollars, qui étaient dans une large mesure formés d'augmentations du fonds de roulement des entreprises existantes d'investissements directs canadiens.

Les investisseurs étrangers augmentent leurs avoirs en obligations et en actions canadiennes

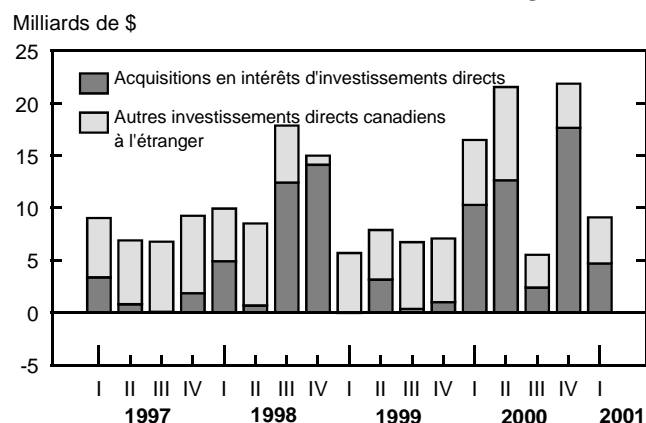
Les investisseurs étrangers ont acheté pour 10,2 milliards de dollars en titres canadiens, ce qui a été plus que suffisant pour neutraliser l'important désinvestissement du quatrième trimestre. Les investisseurs étrangers ont fait leurs plus gros placements en obligations canadiennes (8,9 milliards de dollars) en plus de quatre ans. Ces placements, venant entièrement des États-Unis, étaient destinés aux marchés primaire et secondaire des obligations canadiennes. Les 14,4 milliards de dollars de nouvelles émissions souscrites sur les marchés étrangers étaient plus que le total des trois trimestres précédents combinés. Environ 70 % des nouvelles émissions sont venues de sociétés. Les nouvelles émissions ont été partiellement neutralisées par 8,9 milliards de dollars de rachats, dont 70 % étaient des émissions des administrations publiques canadiennes et de leurs entreprises. Par ailleurs, les investisseurs étrangers ont acheté pour 3,2 milliards de dollars d'émissions existantes sur le marché secondaire, dont la moitié étaient des émissions fédérales.

La demande étrangère d'actions canadiennes a rebondi au cours du premier trimestre, après les ventes massives du quatrième trimestre. La hausse était partagée à peu près également entre les opérations sur le marché secondaire et les nouvelles émissions nettes. Les 6,2 milliards de dollars d'investissements étrangers sont venus des États-Unis, à la faveur d'un recul important du cours des actions canadiennes pour un deuxième trimestre consécutif.

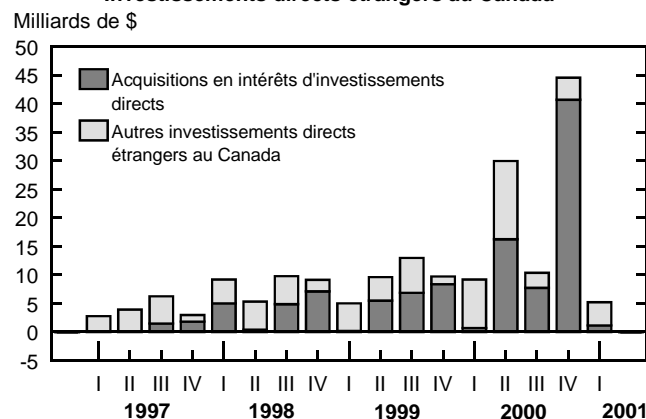
Les investisseurs étrangers se sont départis de près de 5 milliards de dollars d'instruments du marché monétaire bien que le différentiel des taux d'intérêt ait changé en faveur des placements au Canada vers la fin du trimestre. C'était la continuation du va-et-vient des investissements étrangers en instruments du marché

Investissements directs

Investissements directs canadiens à l'étranger¹



Investissements directs étrangers au Canada



¹ Signes renversés de la balance des paiements.

Le Canada continue d'augmenter ses avoirs de réserve officiels

Le Canada a ajouté 2,5 milliards de dollars à ses avoirs de réserve officiels au cours du premier trimestre. Les réserves ont monté dans huit des neuf derniers trimestres. Parallèlement, le dollar canadien a perdu trois cents et un quart par rapport au dollar américain,

monétaire canadien depuis le quatrième trimestre de 1999. Le désinvestissement étranger au premier trimestre était partagé entre les effets des entreprises et des administrations publiques. Ce sont les Américains, suivis des Européens et des Asiatiques, qui ont le plus réduit leurs avoirs.

Les engagements sous forme d'autres placements ont crû sous la poussée d'une hausse marquée des dépôts de sociétés affiliées étrangères des banques canadiennes, tous en devises étrangères. Il y a eu des baisses des prêts et des autres éléments de passif qui ont neutralisé une partie des importants dépôts dans ces institutions financières.

Révision de la sous-déclaration des exportations des biens

Des études au milieu des années 1990 sur la sous-déclaration des documents soumis à l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC, anciennement Revenu Canada) ont démontré qu'il y avait une sous-déclaration significative des exportations vers les pays autres que les États-Unis. Cette sous-déclaration est probablement causée par le fait que les exportateurs ne sont pas au courant des exigences de déclarer ces exportations et aussi par des changements dans les pratiques commerciales des entreprises.

Comme résultats de ces études, des estimations pour la sous-déclaration sont incluses dans les ajustements de la balance des paiements. Des études plus récentes, faites à divers points d'expédition – entreprises en coopération avec l'ADRC – ont indiqué que la sous-déclaration avait augmenté de manière significative.

Cette sous-déclaration est maintenant estimée à environ 16 % du total des exportations vers les pays autres que les États-Unis.

Les estimations de sous-couvertures ont maintenant été révisées à partir de 1997. Du côté des produits, la majorité de la sous-déclaration est estimée être dans les biens industriels, les machines et l'équipement ainsi que dans les produits de l'automobile. La distribution de ces produits a été principalement basée sur des études sur les exportations par routes complétées par des renseignements provenant des tableaux d'entrées-sorties pour le Canada. Des échantillons insuffisants pour les exportations par air et par mer ont fait qu'ils n'ont pas été utilisés pour estimer la distribution par produits. Cela pourrait avoir mené à un biais en faveur des biens principalement expédiés par route.

Sur une base géographique, les estimations de la sous-déclaration sont maintenant d'environ 28 % pour la zone des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, dans une large part à cause de la sous-déclaration des exportations vers le Mexique. Les estimations de la sous-déclaration pour les autres régions, excluant les États-Unis, varient entre 13 et 16 %.

Sous-déclaration des exportations des biens par catégorie

	1997	1998	1999	2000
	milliards de \$			
Produits de l'agriculture	0,8	0,7	0,7	0,8
Produits de l'énergie	0,1	0,1	0,1	0,1
Produits forestiers	0,9	1,0	1,0	1,1
Biens industriels	2,4	2,6	2,7	3,0
Machines et équipement	1,9	2,4	2,5	2,7
Produits de l'automobile	0,9	1,5	2,0	2,2
Bien de consommation	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres produits	0,2	0,2	0,2	0,2
Total de la sous-déclaration dont les révisions au 31 mai 2001	7,4	8,7	9,4	10,4
	+2,0	+3,9	+4,7	+5,0

Sous-déclaration des exportations des biens par zone géographique

	1997	1998	1999	2000
	milliards de \$			
Royaume-Uni	0,6	0,8	0,8	0,9
Autres pays de l'Union européenne	1,8	2,1	2,0	2,2
Japon	0,8	0,9	1,2	1,3
Autres pays de l'OCDE	1,6	2,0	2,5	2,8
Autres pays	2,6	3,0	3,0	3,3
Total de la sous-déclaration	7,4	8,7	9,4	10,4

Données stockées dans CANSIM: tableaux 3760001 à 3760017 et 3760035 et matrices 2325 à 2327, 2355, 2360 à 2377 et 3183.

Le numéro du premier trimestre de 2001 de *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XIB, 29 \$ / 93 \$; 67-001-XPB, 38 \$ / 124 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Hugh Henderson au (613) 951-9049 ou avec Denis Caron au (613) 951-1861, Division de la balance des paiements.

□

Balance des paiements internationaux

	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Premier trimestre de 2001	1999	2000
	données non désaisonnalisées						
	millions de \$						
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	113 168	121 028	119 931	123 722	121 794	416 956	477 850
Biens	100 921	107 097	103 290	111 251	109 214	365 233	422 559
Services	12 247	13 931	16 641	12 472	12 580	51 723	55 291
Revenus de placements	10 041	10 659	10 672	10 964	9 445	33 487	42 336
Investissements directs	5 158	5 425	5 029	5 370	3 904	14 897	20 983
Investissements de portefeuille	1 611	1 706	1 775	1 819	1 820	5 816	6 910
Autres investissements	3 272	3 528	3 868	3 775	3 721	12 774	14 443
Transferts courants	1 670	1 424	1 442	1 507	1 898	5 657	6 043
Recettes du compte courant	124 878	133 111	132 045	136 194	133 137	456 100	526 229
Paiements							
Biens et services	103 836	109 510	103 788	108 152	105 023	385 019	425 286
Biens	88 335	93 996	87 804	93 147	88 987	326 844	363 281
Services	15 502	15 514	15 984	15 005	16 036	58 176	62 005
Revenus de placements	16 704	17 741	17 328	17 684	17 126	64 859	69 458
Investissements directs	5 597	6 423	6 118	6 163	5 373	20 185	24 301
Investissements de portefeuille	7 381	7 488	7 360	7 420	7 347	30 734	29 648
Autres investissements	3 726	3 831	3 849	4 102	4 406	13 940	15 508
Transferts courants	1 528	897	1 069	1 096	1 638	4 531	4 591
Paiements du compte courant	122 069	128 149	122 185	126 932	123 787	454 409	499 334
Soldes							
Biens et services	9 331	11 518	16 144	15 571	16 772	31 937	52 564
Biens	12 586	13 101	15 486	18 104	20 227	38 390	59 277
Services	-3 255	-1 583	658	-2 533	-3 456	-6 453	-6 714
Revenus de placements	-6 663	-7 082	-6 655	-6 721	-7 680	-31 371	-27 121
Investissements directs	-439	-997	-1 089	-793	-1 469	-5 288	-3 318
Investissements de portefeuille	-5 770	-5 781	-5 585	-5 601	-5 527	-24 918	-22 738
Autres investissements	-454	-303	19	-327	-685	-1 165	-1 065
Transferts courants	141	527	372	411	259	1 125	1 452
Solde du compte courant	2 809	4 963	9 861	9 261	9 351	1 690	26 894
Compte capital et financier^{1, 2}							
Compte capital	1 210	1 423	1 486	1 142	1 223	5 048	5 261
Compte financier	-456	-11 638	-8 937	606	-1 693	-17 057	-20 426
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-16 493	-21 544	-5 518	-21 860	-9 098	-27 359	-65 415
Investissements de portefeuille	-13 048	-17 187	-14 432	-18 010	-13 517	-23 067	-62 677
Obligations étrangères	-1 885	392	-4 846	2 343	-1 073	-2 477	-3 996
Actions étrangères	-11 163	-17 579	-9 586	-20 353	-12 443	-20 590	-58 681
Autres investissements	2 249	-10 164	-1 790	2 895	-1 482	5 113	-6 810
Prêts	3 259	-6 297	-988	-864	2 934	2 742	-4 891
Dépôts	4 279	-6 337	-625	6 432	-1 125	10 409	3 749
Réserves internationales	-4 010	1 189	-1 346	-1 312	-2 490	-8 818	-5 480
Autres actifs	-1 279	1 281	1 169	-1 361	-800	781	-189
Total de l'actif du Canada, flux nets	-27 292	-48 895	-21 740	-36 975	-24 097	-45 313	-134 903
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	9 195	29 946	10 368	44 550	5 233	37 366	94 059
Investissements de portefeuille	18 861	6 008	3 623	-8 845	10 184	3 550	19 647
Obligations canadiennes	-6 793	-3 187	-3 529	-3 917	8 908	2 066	-17 427
Actions canadiennes	22 535	10 934	9 814	-8 010	6 172	14 063	35 273
Effets du marché monétaire canadien	3 118	-1 738	-2 662	3 083	-4 896	-12 579	1 801
Autres investissements	-1 219	1 303	-1 188	1 876	6 986	-12 660	771
Emprunts	474	1 519	1 480	-204	-4 776	6 087	3 270
Dépôts	-2 814	1 060	-3 151	2 591	12 964	-19 177	-2 313
Autres passifs	1 120	-1 277	483	-512	-1 202	429	-186
Total du passif du Canada, flux nets	26 836	37 257	12 803	37 581	22 403	28 256	114 477
Total du compte capital et financier, flux nets	754	-10 215	-7 450	1 747	-470	-12 009	-15 164
Divergence statistique	-3 563	5 252	-2 410	-11 009	-8 880	10 318	-11 730

¹ Un signe négatif (-) indique une sortie de capital, provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

² Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

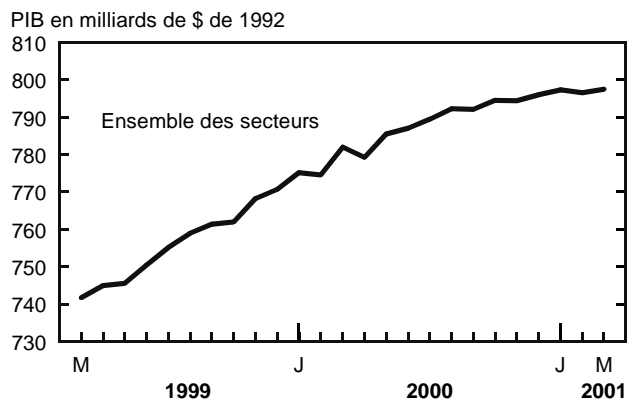
	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Premier trimestre de 2000	1999	2000
	données non désaisonnalisées						
	millions de \$						
Recettes							
Biens et services							
Biens	101 270	105 069	106 888	109 331	110 225	365 233	422 559
Services	13 733	13 804	13 747	14 008	14 260	51 723	55 291
Voyages	3 969	3 901	3 936	4 091	4 259	15 115	15 897
Transports	2 632	2 746	2 713	2 736	2 826	9 374	10 827
Services commerciaux	6 779	6 801	6 739	6 820	6 824	25 914	27 139
Services gouvernementaux	353	355	358	361	351	1 320	1 427
Total	115 003	118 873	120 634	123 339	124 485	416 956	477 850
Revenus de placements							
Investissements directs	5 192	5 421	5 070	5 299	3 953	14 897	20 983
Intérêts	70	96	85	82	77	229	334
Bénéfices	5 122	5 325	4 986	5 217	3 876	14 668	20 649
Investissements de portefeuille	1 596	1 698	1 789	1 826	1 815	5 816	6 910
Intérêts	508	551	582	550	507	1 757	2 192
Dividendes	1 088	1 147	1 207	1 277	1 308	4 059	4 719
Autres investissements	3 359	3 536	3 788	3 760	3 832	12 774	14 443
Total	10 147	10 655	10 648	10 886	9 600	33 487	42 336
Transferts courants							
Privé	592	548	585	575	631	2 271	2 299
Officiel	1 081	884	855	924	1 269	3 386	3 744
Total	1 673	1 432	1 439	1 498	1 900	5 657	6 043
Total des recettes	126 824	130 961	132 721	135 723	135 985	456 100	526 229
Paiements							
Biens et services							
Biens	87 947	91 235	91 846	92 254	89 360	326 844	363 281
Services	15 182	15 610	15 576	15 636	15 766	58 176	62 005
Voyages	4 422	4 529	4 499	4 580	4 648	16 870	18 030
Transports	3 246	3 485	3 498	3 459	3 564	12 344	13 688
Services commerciaux	7 341	7 423	7 404	7 424	7 382	28 257	29 593
Services gouvernementaux	173	173	174	174	172	704	694
Total	103 129	106 845	107 422	107 891	105 125	385 019	425 286
Revenus de placements							
Investissements directs	5 383	6 269	6 032	6 617	5 196	20 185	24 301
Intérêts	391	386	397	387	385	1 603	1 560
Bénéfices	4 993	5 883	5 635	6 230	4 811	18 583	22 741
Investissements de portefeuille:	7 377	7 489	7 366	7 416	7 346	30 734	29 648
Intérêts	7 004	7 091	6 984	7 029	6 927	29 026	28 107
Dividendes	373	398	383	387	419	1 707	1 541
Autres investissements	3 726	3 831	3 849	4 102	4 406	13 940	15 508
Total	16 486	17 589	17 248	18 135	16 948	64 859	69 458
Transferts courants							
Privé	583	612	600	615	589	2 213	2 410
Officiel	547	522	564	548	603	2 319	2 181
Total	1 130	1 134	1 164	1 163	1 193	4 531	4 591
Total des paiements	120 745	125 568	125 833	127 188	123 266	454 409	499 334
Soldes							
Biens et services							
Biens	13 324	13 835	15 042	17 077	20 865	38 390	59 277
Services	-1 449	-1 806	-1 829	-1 629	-1 506	-6 453	-6 714
Voyages	-453	-628	-563	-489	-388	-1 755	-2 133
Transports	-614	-739	-785	-723	-738	-2 971	-2 861
Services commerciaux	-562	-622	-665	-604	-558	-2 343	-2 454
Services gouvernementaux	180	182	184	187	179	616	734
Total	11 875	12 028	13 212	15 448	19 360	31 937	52 564
Revenus de placements							
Investissements directs	-191	-848	-961	-1 318	-1 244	-5 288	-3 318
Intérêts	-321	-289	-312	-304	-308	-1 373	-1 226
Bénéfices	129	-558	-649	-1 014	-936	-3 915	-2 092
Investissements de portefeuille:	-5 780	-5 791	-5 577	-5 590	-5 531	-24 918	-22 738
Intérêts	-6 495	-6 540	-6 401	-6 479	-6 420	-27 269	-25 915
Dividendes	715	749	824	889	889	2 351	3 177
Autres investissements	-367	-295	-61	-342	-573	-1 165	-1 065
Total	-6 339	-6 934	-6 599	-7 249	-7 348	-31 371	-27 121
Transferts courants							
Privé	9	-64	-15	-40	41	59	-111
Officiel	534	362	291	376	666	1 067	1 563
Total	543	298	275	336	708	1 125	1 452
Compte courant	6 079	5 393	6 888	8 535	12 719	1 690	26 894

Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs

Mars 2001

Le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une légère hausse de 0,1 % en mars qui a effacé la baisse du même ordre observée en février.

L'économie retrouve peu à peu son niveau de janvier



Le secteur de la fabrication a été stimulé par l'augmentation de la fabrication de produits automobiles et pharmaceutiques ainsi que par l'arrêt de la contraction dans la production de matériel électronique. Le secteur minier a poursuivi son essor grâce à l'intensification des activités pétrolières. Cette progression totale a été atténuée par de légères baisses de production enregistrées dans les services publics et les entreprises de communications ainsi que par le fléchissement du secteur forestier. Le PIB du commerce de gros et du commerce de détail a peu bougé en mars.

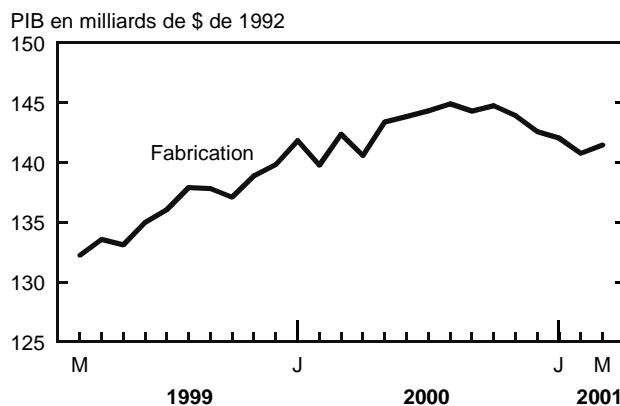
L'augmentation de la production automobile stimule le secteur de la fabrication

La production manufacturière totale s'est accrue de 0,5 % en mars après avoir accusé quatre baisses mensuelles consécutives. La hausse de la fabrication de produits automobiles, la plus marquée depuis dix mois, de même que la croissance soutenue des activités des usines de produits pharmaceutiques sont les principaux facteurs à l'origine de cette hausse et expliquent, ensemble, la quasi-totalité de l'augmentation globale de la production. En dépit de la croissance observée en mars, la production manufacturière s'est repliée de 2,3 % par rapport aux sommets les plus récents atteints en octobre 2000.

Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut (PIB) d'une industrie est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation des intrants achetés auprès d'autres producteurs en produits et services. Le PIB mensuel est évalué aux prix de 1992. Les estimations fournies ici sont désaisonnalisées au taux annuel.

La production manufacturière augmente après quatre mois de baisse



Il convient également de noter, en mars, la croissance légère affichée par les fabricants de produits électroniques, la première depuis la série de baisses marquées amorcée en novembre. Globalement, 12 des 22 grands groupes, à l'origine de près de 70 % de la production manufacturière totale, ont accru leur production en mars. Les industries des produits en bois, du papier et des produits connexes ainsi que de la machinerie ont constitué les points faibles du secteur de la fabrication.

La production automobile a augmenté de 1,9 % en mars, après que l'effondrement de la demande des consommateurs a entraîné une série de compressions au deuxième semestre de 2000. Bien que les exportations d'automobiles aient légèrement diminué, les exportations de camions ont enregistré une hausse appréciable de 6,0 %. La production et les exportations de pièces ont également progressé en mars, parallèlement à une croissance appréciable de la production d'automobiles aux États-Unis.

Les fabricants de produits pharmaceutiques ont principalement contribué à l'expansion de 2,5 % de la fabrication de produits chimiques en mars. Cette industrie a accru sa capacité de production pour satisfaire une demande intérieure et extérieure en hausse, ce qui s'est traduit par une croissance

exceptionnellement forte au cours des derniers mois, croissance qui a permis de dépasser de 43 % les niveaux atteints en mars 2000.

En mars, la fabrication de produits électroniques a enregistré une légère augmentation de 0,8 %; il s'agit de la première hausse depuis octobre 2000, mois qui avait marqué la dégringolade de cette industrie, les principaux clients ayant réduit leurs plans de dépenses. La production de biens tels que les composants et les pièces de matériel de communication, les ordinateurs et les périphériques ainsi que les équipements à fibres optiques a augmenté ou est restée stable. La production de matériel de télécommunications a reculé pour la septième fois en autant de mois. Toutefois, ce dernier repli de 1,9 % est nettement moins marqué que les contractions supérieures à 10 % enregistrées au cours des deux mois précédents. En dépit de cette dernière hausse mensuelle, la production globale de matériel électrique et électronique est restée de 15,8 % inférieure aux sommets les plus récents de cette industrie atteints en octobre 2000.

Le dernier mois de l'Accord canado-américain sur le bois d'oeuvre résineux axé sur les contingents a été marqué par une réduction de 11,8 % des exportations de bois de construction en mars. La production des scieries a chuté de 10,6 %, soit la plus forte baisse mensuelle observée depuis près de 15 ans. Une combinaison de contingents atteints et d'incertitude quant à la fixation des prix a entravé la production.

Les activités pétrolières continuent d'aiguillonner le secteur minier

La production minière s'est accrue de 0,8 % en mars; il s'agit là d'une cinquième hausse en six mois. À l'instar des mois précédents, la croissance de ce secteur s'est appuyée sur l'expansion des activités d'extraction de pétrole et de gaz, la production ayant augmenté au cours des derniers mois en raison d'une forte demande et de prix élevés. L'intensification des activités de montage et d'exploration en mars a permis au secteur d'atteindre le plus haut point jusqu'à présent de ce cycle. Le repli du secteur des mines de fer, imputable en partie à une grève, a atténué cette progression, tout comme la contraction des activités d'extraction de diamants.

Les commerces de gros et de détail bougent peu

Le commerce de gros a peu bougé en mars, la faible hausse de la distribution d'ordinateurs et de logiciels ainsi que de produits automobiles ayant été contrebalancée par la diminution des ventes en gros de

matériaux de construction, de produits alimentaires et de papier journal.

Le commerce de détail a affiché une légère progression de 0,3 % en mars, grâce à la reprise des ventes d'automobiles, les consommateurs profitant de nouveau des promotions offertes par les concessionnaires. Toutefois, la hausse des ventes d'automobiles enregistrée en mars n'a pas entièrement effacé le fléchissement plus important observé en février. L'augmentation des ventes des magasins de meubles en mars est allée de pair avec la croissance soutenue de la demande résidentielle. Ces hausses ont été partiellement neutralisées par la diminution des ventes des épiceries et des magasins spécialisés dans la vente de pièces automobiles.

Autres branches d'activité

En mars, l'incertitude des marchés financiers a restreint les ventes des fonds communs de placement tant par rapport à ce qu'elles étaient un an plus tôt que par rapport aux ventes de février stimulées par la saison des REER, de sorte que le secteur financier est resté à peu près stable. Après six hausses au cours des huit mois précédents, l'activité dans le secteur de la construction a légèrement diminué en mars. La construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels a peu bougé tandis que les travaux de réparation et de génie ont fléchi pour un troisième mois d'affilée.

La diminution des chargements de blé et de minerai de fer a entravé le transport ferroviaire. Après avoir connu quatre mois de croissance vigoureuse, le secteur des services téléphoniques s'est replié de 0,4 % en mars. La progression observée au cours des mois précédents avait été principalement attribuable à l'utilisation accrue des services de télécommunications cellulaires.

Profil industriel: premier trimestre de 2001

La vigueur du secteur pétrolier et gazier, du secteur de la construction et de la plupart des services (y compris le commerce de détail, le commerce de gros, les services de communication, les services immobiliers et les services gouvernementaux) a favorisé la croissance économique au premier trimestre.

Par contre, le recul de la production manufacturière s'est intensifié au premier trimestre, une baisse de 1,6 % survenant après celle de 0,5 % observée au quatrième trimestre. La faiblesse du secteur de la fabrication s'est concentrée dans les industries des produits automobiles et électroniques.

Au premier trimestre, les effets de l'effondrement mondial de la demande de matériel de télécommunications ont été plus marqués que jamais et ont poussé les fabricants de produits électriques et électroniques à réduire la production de 11,8 %. Il s'agit de la plus forte baisse trimestrielle depuis 1961, soit l'année marquant le début de la collecte de statistiques pour cette industrie. Bien que la plus grande partie du repli soit attribuable à la diminution de la production de matériel de télécommunications, les fabricants d'autres pièces et composants électroniques, d'équipements à fibres optiques ainsi que d'ordinateurs et de périphériques ont aussi été entraînés dans le mouvement de baisse.

Au premier trimestre, la production automobile a reculé de 4,9 %, le ralentissement de la production par les fabricants pour un deuxième trimestre d'affilée s'inscrivant dans les efforts déployés pour réduire les stocks excessifs. L'effet cumulatif du repli de l'industrie de l'automobile est appréciable: globalement, la fabrication de produits automobiles au premier trimestre de 2001 est de 12,5 % inférieure aux niveaux de production enregistrés au premier trimestre de 2000.

Révision annuelle des estimations du PIB par industrie

La prochaine révision annuelle des estimations mensuelles du PIB par industrie, dont la diffusion est prévue pour le 28 septembre, comprendra des modifications importantes au chapitre de la classification et des concepts.

Pour plus de renseignements, consultez le site web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous *Méthodes statistiques*. Entre-temps, le tableau suivant montre l'impact sur la croissance économique d'un changement synthétique de l'année de base de 1992 à 1997 du PIB par industrie.

PIB par industrie: effet sur la croissance économique d'un changement synthétique de l'année de base

	Année de base 1992	Année de base 1997	Écart
	var. en %		
1999	4,32	4,16	-0,16
2000	4,49	4,27	-0,22
Premier trimestre de 1999	1,07	1,02	-0,06
Deuxième trimestre de 1999	0,98	0,94	-0,04
Troisième trimestre de 1999	1,54	1,54	0,00
Quatrième trimestre de 1999	1,11	1,07	-0,04
Premier trimestre de 2000	1,34	1,28	-0,06
Deuxième trimestre de 2000	0,87	0,80	-0,07
Troisième trimestre de 2000	0,93	0,85	-0,08
Quatrième trimestre de 2000	0,47	0,42	-0,06
Premier trimestre de 2001	0,27	0,20	-0,07
Octobre 2000	0,31	0,33	0,02
Novembre 2000	-0,01	-0,04	-0,02
Décembre 2000	0,21	0,15	-0,05
Janvier 2001	0,16	0,15	-0,01
Février 2001	-0,10	-0,09	0,01
Mars 2001	0,12	0,05	-0,07

Données stockées dans CANSIM: tableaux 3790004 à 3790006 et matrices 4677 à 4681.

Le numéro de mars 2001 de la publication *Produit intérieur brut par industrie* (15-001-XIF, 11 \$ / 110 \$) paraîtra en juin. Une version imprimée est également disponible sur demande. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements concernant l'achat de données, communiquez avec Yolande Chantigny en composant sans frais le 1 800 877-IMAD (imad@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145 (evanric@statcan.ca), Division des mesures et de l'analyse des industries. □

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie aux prix de 1992

	Octobre 2000 ^r	Novembre 2000 ^r	Décembre 2000 ^r	Janvier 2001 ^r	Février 2001 ^r	Mars 2001 ^p	Février à mars 2001	Mars 2001	Mars 2000 à mars 2001	
données désaisonnalisées										
	var. mensuelle en %					var. en \$ ¹		niveau \$ ¹		var. en %
Ensemble des secteurs	0,3	0,0	0,2	0,2	-0,1	0,1	958	797 473	2,0	
Secteurs des biens	0,1	-0,1	-0,3	-0,5	-0,1	0,2	615	256 538	-0,1	
Agriculture	-0,8	0,9	0,9	-2,0	-0,3	0,4	46	12 637	-4,4	
Pêche et piégeage	2,7	-3,8	3,8	-5,1	-2,1	-0,6	-4	636	-12,4	
Exploitation forestière	-3,7	-4,3	-3,5	4,7	-3,2	-3,4	-140	3 991	-18,1	
Mines, carrières et puits de pétrole	1,2	0,6	-0,4	1,3	1,0	0,8	239	28 454	5,0	
Industries manufacturières	0,3	-0,6	-0,9	-0,4	-0,9	0,5	680	141 447	-0,6	
Construction	-0,3	0,8	0,5	-0,3	0,4	-0,2	-101	42 737	-0,2	
Autres secteurs de services publics	-0,3	0,6	1,9	-3,4	2,7	-0,4	-105	26 636	3,3	
Secteurs des services	0,4	0,0	0,4	0,5	-0,1	0,1	343	540 935	3,0	
Transport et entreposage	-0,3	-0,1	1,5	0,6	-1,4	0,0	-11	36 937	0,9	
Communications	0,9	1,4	0,5	0,7	1,6	-0,6	-201	31 824	8,3	
Commerce de gros	0,9	-0,9	1,2	1,6	-0,9	0,0	7	51 775	4,0	
Commerce de détail	0,0	-0,4	1,0	1,0	-0,5	0,3	179	52 254	4,1	
Intermédiaires financiers et assurances	0,8	-0,6	0,6	-0,4	-0,3	0,1	-128	44 045	1,2	
Services immobiliers et d'assurances	0,3	0,2	0,0	0,5	0,2	0,1	210	84 223	3,0	
Services aux entreprises	1,0	0,2	0,2	0,2	0,5	0,1	51	51 799	6,8	
Services gouvernementaux	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	109	48 578	4,2	
Services d'enseignement	0,2	-0,1	0,3	0,3	0,1	-0,2	-94	41 153	1,5	
Services de soins de santé et sociaux	0,1	0,0	-0,2	0,1	-0,1	-0,1	-33	46 358	-0,1	
Hébergement et restauration	0,1	0,7	0,0	1,0	-1,4	0,9	196	21 606	4,0	
Autres secteurs de services	0,3	0,3	-0,1	-0,4	0,5	0,0	10	30 253	1,8	
Autres agrégations										
Production industrielle	0,4	-0,2	-0,5	-0,6	-0,1	0,4	814	196 537	0,7	
Biens fabriqués non durables	0,1	1,3	-0,5	-0,1	0,9	1,0	597	59 217	4,0	
Biens fabriqués durables	0,5	-1,8	-1,3	-0,5	-2,2	0,1	83	82 230	-3,7	
Secteur des entreprises	0,3	0,0	0,2	0,2	-0,1	0,1	915	666 811	1,9	
Secteur non commercial	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	43	130 662	2,2	

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

¹ En millions de dollars, au taux annuel.

NOUVEAUX PRODUITS

Estimations du revenu du travail, estimations mensuelles, mars 2001
Numéro au catalogue: **13F0016DDB** (250\$/500\$).

Estimations du revenu du travail, estimations mensuelles: tableaux et document analytique, mars 2001
Numéro au catalogue: **13F0016XPB** (20\$/65\$).

Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles, premier trimestre de 2001
Numéro au catalogue: **13-001-DDB** (125\$/500\$).

Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles: tableaux et document analytique, premier trimestre de 2001
Numéro au catalogue: **13-001-PPB** (50\$/180\$).

Comptes des flux financiers, estimations trimestrielles, premier trimestre de 2001
Numéro au catalogue: **13-014-DDB** (300\$/1200\$).

Comptes des flux financiers, estimations trimestrielles: tableaux et document analytique, premier trimestre de 2001
Numéro au catalogue: **13-014-PPB** (50\$/180\$).

Recettes monétaires agricoles, janvier-mars 2001, vol. 62, n° 1
Numéro au catalogue: **21-001-XIB** (15\$/48\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Produits et services et Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Image 1-001 (page 11) (11-001-001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le 31 mai 1997
Pour 810 millions 240 1-50


PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- ◆ **Transport aérien, 1998** 7
Après le pic de 2000, le transport aérien canadien a été de plus en plus affecté par la baisse de trafic à l'échelle mondiale, la réduction des heures de vol et la réduction des dépenses de maintenance des avions.
- ◆ **Productivité, réajustement horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 6
À l'issue de la période de réajustement de 1995, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été supérieur à celui de 1995.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de consommation, mai 1997 10
- Épargne et les obligations à court terme 10
- Qualité de l'emploi, septembre 2000 à la 31 mai 1997 11
- Partis de gauche, 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca
 Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: JUIN 2001

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
6	Permis de bâtir	Avril 2001
7	Indice de l'offre d'emploi	Mai 2001
7	Statistiques financières trimestrielles des entreprises	Premier trimestre de 2001
8	Enquête sur la population active	Mai 2001
11	Indice des prix des logements neufs	Avril 2001
11	Tendances du recours à l'enseignement privé	
11	Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Premier trimestre de 2001
14	Ventes de véhicules automobiles neufs	Avril 2001
15	Indice des prix à la consommation	Mai 2001
15	Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	Premier trimestre de 2001
18	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Avril 2001
19	Voyages entre le Canada et les autres pays	Avril 2001
20	Commerce de gros	Avril 2001
20	Indice composite	Mai 2001
21	Commerce international de marchandises du Canada	Avril 2001
21	Commerce de détail	Avril 2001
21	Assurance-emploi	Avril 2001
25	Rapport sur l'état de la population au Canada	
26	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Avril 2001
26	Les services correctionnels pour adultes au Canada	1999-2000
27	Emploi, rémunération et heures de travail	Avril 2001
27	Le commerce international de services du Canada	2000
27	Indicateurs nationaux du tourisme	Premier trimestre de 2001
28	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Mai 2001
28	La violence familiale au Canada: un profil statistique	2001
29	Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs	Avril 2001
29	Série de rapports sur les grandes cultures: superficie ensemencée des principales grandes cultures	2001
